

## *Les allemands et la guerre. Notes*

### **Démilitarisation**

1945 : il n'y a plus d'État allemand. Les Alliés s'attribuent des zones d'occupation. Suivant les plans de **Yalta en février et de Potsdam le 2 août 1945** d'abord trois zones, finalement une française en plus car Churchill craignait de rester seul en face des soviétiques si les américains se retireraient les premiers. Les tâches: la démilitarisation, la dénazification, la démocratisation, l'organisation des réparations. Un **Conseil allié de contrôle** décrétait les directives-lois, quatre Hauts commissaires veillaient sur l'application, un de chaque allié par zone. Son déclarés illégaux tous services, associations et organisations militaires ou militaristes (article I de la loi cité ci-dessous).

**La loi du Conseil (Nr 34) du 20 août 1946 (article II) exclue catégoriquement un réarmement (suite au décisions à Yalta et à Potsdam) :**

**« Le maintien, la formation, le renouvellement d'une des institutions et organisations (déclarés illégaux)... n'importe sous quelle désignation ainsi que le transfère de fonctions entières ou en parti à d'autres institutions et services sont interdits et déclarés illégaux. » Les sanctions en cas de non-respect, (article 5) incluent la peine de mort.**

La reconstruction rapide d'un État démocratique, démilitarisé, était prévue et discutée à Potsdam (« dans la ligne de la première république bourgeoise de 1848 » selon Staline). Pour cela, - enseignement tiré du traité de Versailles – les charges de réparation devaient restées modérées (prévues à 10 millions \$ pour chaque Allié ?). Très vite des partis furent admis, des organes d'administration locale rétablis et les premiers parlements des Länder furent élus. Trouble fête : de Gaulle qui n'avait pas été invité à Potsdam et qui réclamait la Sarre et souhaita internationaliser la Ruhr. De Gaulle démissionne en janvier 1946, la France vote la constitution d'une république non pas présidentielle, mais parlementaire.

### **De l'alliance à la confrontation**

Roosevelt en compagnie surtout de son vice-président Henry Wallace avait oeuvré pour un accord à long terme avec l'URSS. Malheureusement son parti lui imposa Harry Truman com vice-président pour la présidentielle de 1944 et ce fut le duo gagnant. Roosevelt meurt en avril 1945, Truman devient le président. Il est dit d'avoir tout de suite déclaré qu'il « va falloir mettre les soviétiques à leur place ». Donc le climat politique change. En juillet 1945 une pétition au président de 68 scientifiques du projet Manhattan de ne pas lancer la bombe avait été rejetée. La capitulation du Japon a été accélérée. De peu ou de beaucoup reste à clarifier. L'entrée demandée des soviétiques en guerre et leur conquête de terrain en Mongolie à peine commencée fut arrêtée. Hiroshima et Nagasaki étaient une démonstration de prétendu supériorité des E.U.

La nouvelle politique des E.U. vise le Containment, le confinement de l'URSS et comprend le combat acharné contre le communisme. Ceci nettement avant que Truman déclare sa doctrine devant le Congrès en mars 1947 quand les interventions militaires en Grèce et en Turquie et un système éminemment politique de conseillers militaires dans de nombreux pays (lancé avec la mission en Iran après le retrait des britannique en 1945 ?) attend le financement. En politique intérieure la chasse aux agents et sympathisants du communisme est bientôt ouverte par « The House Unamerican Unamerican Activities Comitee » (HUAC avec Richard Nixon) et plus tard au Sénat par ce qui est aujourd'hui le « Comitee on Homeland Security and Governemental Affaires » (avec Joseph McCarthy).

## L'idéologie de la paix face à l'idéologie de la liberté

Les E.U., incomparablement moins affectées par la guerre que l'URSS, entrent dans la confrontation Est-Ouest munie d'une idéologie de liberté individuelle menacée par un supposé « collectivisme communiste ». L'URSS a largement la main mise sur les partis et les mouvements communistes. Elle affronte l'indéniable supériorité militaire, au moins à moyens termes (premièrement jusqu'à la bombe soviétique en 1949), quasi logiquement en s'érigeant en défenseur de la paix mondiale, le communisme l'idéologie de la paix. Les mouvements pacifistes, nationales et internationales, initiés ou pas, financés entièrement ou en parti par les Pcs ou pas, vont donc être considérés comme « 5ième colonne de Moscou » sans considération de leurs histoires et programmes.

Notamment aux E.U. Le 24 janvier 1946 la première Assemblée générale de l'ONU avait décidé la création d'une Commission « des problèmes liés à la découverte de l'énergie atomique ». En novembre 1946 le Comité d'urgence de scientifiques du nucléaire (ECAS), présidé par Einstein, demanda à la jeune Commission de créer d'urgence une agence de contrôle du nucléaire et conclut : **« Il n'y a pas d'autres solutions de ce problème que le contrôle international de l'énergie atomique et, en dernière instance, l'élimination de la guerre. »** L'ONU jadis dominé par les E.U. et pas encore enrichie en membres par la décolonisation, ne se sortait pas de discussion sans fin. Les scientifiques n'échappaient pas aux soupçons. Einstein est dit d'avoir recommandé de réagir aux insinuations avec « le refus révolutionnaire de collaborer ».

La problématique de l'idéologie de la paix propagée par les soviétiques se manifeste au « Congrès des intellectuels de défense de la paix et contre l'impérialisme américain » à Wrocław au moment du blocus de Berlin par l'URSS en août 1948. Parmi les délégués de France : Aragon, Barrault, Benda, Bruller, Césaire, Le Corbusier, Desanti, Éluard, les Joliot-Curie, Léger, Moussinac, Picasso, Madeline Renaud, Vailland, Wahl. Quand à l'ouverture Alexandre Fadeyev ne se contenta pas de dénoncer la « tendance fasciste de la démocratie américaine » mais attaqua des écrivains et intellectuels à l'ouest, entre autres Malraux et Sartre, des délégués se disaient offensés, « un tel comportement ne mène pas à la paix, mais pourrait bien soutenir la propagande de guerre. » (Julian Huxley). Le Congrès aurait été terminé avant d'avoir commencé si Ilya Ehrenburg ne l'avait pas sauvé par un discours conciliant.

À Wrocław avait son origine le « Conseil mondial de la paix », présidé par Frédéric Joliot-Curie, à la suite par John Desmond Bernal et à partir de 1969 par Isabelle Blume (1892-1975) éminente féministe et socialiste belge. Le CMP était sous obédience communiste, mais faute d'alternatives dans les années 50 il comptait bien des membres non alignés. En mars 1950 sort l'Appel de Stockholm exigeant l'interdiction absolue de l'arme atomique. Il est décrié comme initiative communiste mais quand la guerre en Corée éclate en Juin l'appel à signature est suivi par au moins 10 millions personnes en France et 500 millions dans le monde beaucoup évidemment des pays du « bloc de l'Est ».

## Deux États allemands

De Gaulle avait jeté l'éponge en Janvier 1946. le 5 mai les français rejetèrent par référendum un premier projet de constitution. Celui d'une deuxième Assemblée constituante élue le 2 juin fut adopté par référendum le 13 octobre, la 4ième République est née le 27, un régime parlementaire, des élections à la proportionnelle sont installés.

En été 1946 21 nations étaient représentées à la Conférence de la paix à Paris. l'URSS et la France d'un côté, la Grande Bretagne et les E.U. de l'autre restaient en désaccord sur les conditions et les délais d'une réanimation de l'économie en Allemagne. Ce qui menait à l'unification des deux zones britannique et américaine dès le 1<sup>er</sup> janvier 1947 et à la création de structures administratives qui préfiguraient celles de la RFA. Ce qui approfondit le désaccord est-

ouest dont les premières signes s'étaient montrés en juin 1945, quand la France et l'URSS s'étaient opposés à la limitation des démontages proposée par les deux autres Alliés.

En mars 1947 au moment où Truman « vend » sa doctrine de l'interventionnisme (de fait anticommuniste sans le dire) au Congrès, les quatre ministres des affaires étrangères des Alliés étaient réunis à Moscou en train de négocier un traité de paix pour l'Allemagne. Les négociations échouèrent. Aussi George Marshall présenta son plan et Viatcheslav Molotov s'opposa y voyant à juste titre un cheval de Troie des E.U.. Deux Allemagnes se désignent. À partir de 1948 l'ouest profite du Plan Marshall, la France abandonnera sa résistance et la zone française, sauf la Sarre s'ouvrit. Les Alliés de la nouvelle « Trizone » demandèrent aux parlements des Länder de s'occuper de la formation d'un état allemand « provisoire ». De septembre 1948 à mai 1949 élus et 4 élus élaboraient une « loi fondamentale », le « Grundgesetz » (GG) une constitution provisoire en attente d'une réunification des deux états. En République fédérale le premier Bundestag fut élu en septembre 1949, le premier Bundespräsident un peu plus tard.

À l'est le PC, contrairement aux espoirs, également de beaucoup d'allemand, était resté minoritaire, les démontages de réparation étaient plus importants, la résistance diplomatique plus faible et un plan Marshall inexistant, les dirigeants, avec le soutien du SMAD avaient forcé la formation d'un parti unique. Le deuxième « Congrès du peuple » 300 délégués de la zone et 100 cooptés de l'ouest chargèrent une commission de 21 membres à élaborer la constitution de la future RDA fondée le 7 octobre 1949. À la différence de la RFA, les Länder perdent leurs compétences législatives et trois ans plus tard aussi leur réalité administrative. La Volkskammer, la Chambre du peuple, d'abord provisoirement formée, fut élue le 15 octobre 1950.

### **Juridiction constitutionnelle en RFA**

Article 24 -26 de la Loi fondamentale (GG publié le 23.5.1949)

#### **Article 24 [Institutions internationales]**

**(1) La Fédération peut transférer, par voie législative, des droits de souveraineté à des institutions internationales.**

**(1a) Dans la mesure où les Länder sont compétents pour l'exercice des pouvoirs étatiques et l'accomplissement des missions de l'État, ils peuvent, avec l'approbation du gouvernement fédéral, transférer des droits de souveraineté à des institutions de voisinage frontalier.**

**(2) Pour sauvegarder la paix, la Fédération peut adhérer à un système de sécurité mutuelle collective ; elle consentira à cet effet aux limitations de ses droits de souveraineté qui établissent et garantissent un ordre pacifique durable en Europe et entre les peuples du monde.**

**(3) En vue de permettre le règlement de différends entre États, la Fédération adhérera à des conventions établissant une juridiction arbitrale internationale ayant une compétence générale, universelle et obligatoire.**

#### **Article 25 [Droit international public et droit fédéral]**

**Les règles générales du droit international public font partie du droit fédéral. Elles sont supérieures aux lois et créent directement des droits et des obligations pour les habitants du territoire fédéral.**

#### **Article 26 [Interdiction de préparer une guerre d'agression]**

**(1) Les actes susceptibles de troubler la coexistence pacifique des peuples et accomplis dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression, sont inconstitutionnels. Ils doivent être réprimés pénalement.**

**(2) Les armes de guerre ne peuvent être fabriquées, transportées et mises dans le commerce qu'avec l'agrément du gouvernement fédéral. Les modalités sont réglées par une loi fédérale.**

Un réarmement n'est donc plus exclu. **L'article 2 GG prévient quand-même : personne ne peut être obligé à un service armé.** La base légale pour des objecteurs de conscience et la création d'un service obligatoire alternatif.

### **D'intentions fortement controversées à un compromis plus ou moins consensuel.**

Konrad Adenauer, le premier chancelier, oeuvrait pour une « contribution allemande à la défense contre le communisme », avant même d'être élu et tout à fait en ligne avec la doctrine Truman. Tandis qu'une majorité de la population et le parti social-démocrate refusaient toujours l'armement. Quand le chancelier, sans concertation avec ses ministres, lança une offre à ce sujet aux Alliés, son ministre de l'intérieur, Gustav Heinemann le futur Bundespräsident, l'attaqua en publique et fini par démissionner en octobre 1950. Un référendum fut interdit, mais en avril 1951 presque 6 millions d'hommes et de femmes signèrent un appel contre le réarmement. Les enquêtes donnent une large majorité aux allemands opposés aux armement.

Mais les choses changent : en 1949 la bombe A soviétique suivie de la fondation de l'OTAN. L'URSS aurait voulu négocier un système de sécurité collective prévu par la charte de l'UN au lieu d'un pacte de ses adversaires contre elle. La France menait une guerre en Indochine qui avait débuté suite à la tuerie par bombardement de 6000 habitants de Haiphong en novembre 1946, et qui fut une tentative de rétablir une dominance coloniale après la fin du régime Vichy-Japon et malgré divers accords avec Ho Chi Min. Et en fin la guerre de Corée éclate en juin 1950.

À ne pas oublier ce qui menait à ce que j'appellerais le « **refoulement assisté** » en Allemagne de l'Ouest: l'usage intense des méthodes de la guerre psychologique, de la propagande à la Edward Bernays à côté de Woodrow Wilson qui jadis changea l'opinion publique en faveur de l'entrée en Guerre en Europe. L'idéologie anti-communiste « Trumanienne » devient ubiquitaire en RFA. La marque idéologique de l'État hitlérien avait été l'antisémitisme meurtrier. Communisme et « judéo-bolchevisme » avaient été l'ennemi déclaré. Certes, en démocratie ni déportations ni massacres et la peine de mort n'existe plus. Mais une polarisation « qui n'est pas pour nous est contre nous » et la tendance répandue à la discrimination de la pensée dissidente rappelaient des souvenirs effrayants. Des souvenirs apparemment refoulés. En 1952 l'URSS offre des négociations à Quatre d'un traité de paix pour une Allemagne unifiée et désarmée. L'ouest n'y tenait pas.

Dans le climat ainsi créé des voix se faisaient entendre, en générale des voix de la droite ou anglo-américaines qui favorisaient le réarmement en tant que « **normalisation du pays parmi les états-nations** ». Cette « normalisation » se fera. L'ancien chef du SHAEF (Quartier Général Suprême des Forces Alliées en Europe) en 1944, Dwight D. Eisenhower, le successeur de Truman en janvier 1953, la poussait.

Une tentative prometteuse aux yeux d'Adenauer et combattue par le SPD fut l'Union européenne de défense, la CED. En France, peut-être plus qu'en RFA, le débat autour de la ratification du traité polarisait la société. La mort de Staline et la fin de la guerre de Corée diminuaient « le danger communiste ». De Gaulle et bien d'autres français associaient avec la CED une perte de souveraineté.. L'insistance d'Eisenhower et Dulles n'arrangeait rien. La situation française en Indochine non plus. Pierre Mendès-France tenta envain de rendre le text, déjà ratifié, sauf en France, plus acceptable pour les « souverainistes ». Il finit par ouvrir le débat à l'Assemblée le 29 août 1954. Son gouvernement est divisé sur la question, des ministres démissionnent pour ne pas devoir voter. Et au Parlement se prépare ce que Mendès-France a appelé « **le crime du 30 août** ». La chambre vote « la question préalable » et coupe court au débat du fond. La CED est morte. Dommage collatéral: Jean Monnet démissionne de la présidence de la CECA (CE du Charbon et de l'Acier).

### **D'un échec peu flatteur à un compromis boiteux**

Américains et Britannique réagissaient immédiatement. Le compromis trouvé et bientôt mis en sommeil jusqu'en 1984, fut l'UEO, l'Union de l'Europe Occidentale, comprenant les pays de la CECA plus la Grande Bretagne. Un traité signé à Paris le 23 octobre 1954. La France obtient quelques garanties, la RFA obtiendra sa souveraineté mais son armement sera encadré par l'UEO et ne deviendra membre de l'OTAN qu'à travers l'UEO. Le Bundestag vote l'accord le 5 mai et le 9 mai 1955 (! 10ième anniversaire de la fin de la Wehrmacht), Ce qui entraîna un mois plus tard la fondation du Pacte de Varsovie, un accord d'assistance militaire des états du bloc de l'Est, la RDA à réarmer incluse. Suivent au Bundestag les premiers lois sur l'administration de la nouvelle armée le 7 juin et le 24 juin 1955 les premiers 6000 volontaires furent recrutés. La « normalité » de la RFA est en route. Le réarmement de la RDA suit plus ou moins celui de la RFA

Le 19 mars 1956 les deux chambres de la RFA votent une série de **changements de la constitution, dite la « constitution de défense », dont l'article 87a GG: 1) La fédération établie des forces armées de défense. Le nombre d'hommes et l'organisation sont fixés par le plan budgétaire ...; Article 12 (2) ... Qui pour des raisons de conscience personnelle refuse le service aux armes peut être obligé à un service équivalent. La durée du service équivalent ne doit pas excéder celle du service aux armes. (3) Les femmes ne doivent pas être obligées par la loi à un service en relation avec les forces armées. En aucun cas ne doivent-elles être mises au service armé. (Ce qui contredit l'esprit de l'Article 3 GG ? : Hommes et Femmes ont les mêmes droits. L'État s'engage à réaliser l'égalité des droits, il agit contre les désavantages existants.)** Suit la loi qui fixe les droits du soldat le 1 avril, et le 21 juillet 1956 la loi sur la conscription. Les premiers divisions venaient de la police des frontières. Les premiers conscrits arrivaient en 1957. En 1959 12360 des 14900 Officiers étaient des gradés de la Wehrmacht, une petite partie de la Waffen-SS. Les né-1930-1937 échappent au service obligatoire.

Le 11 janvier 2000 la Cour Européenne décida en faveur de la plaignante Tanja Kreil 4 ans plus tôt devant le tribunal administratif d'Hannovre : **Article 12 (3) GG fut changé le 19 janvier 2000 : « en aucun cas des femmes peuvent être obligées à un service armé »**

**À partir de 2011 la RFA s'est décidé pour un moratorium en matière de service obligatoire.**

**Le 12 juillet 1994 la Cour Constitutionnelle avait donné le feu vert (sur la base de l'Article 24 GG cité en haut) aux opérations à l'étranger (out of area) des forces conçues que pour la défense, sous condition d'être mandaté par le Bundestag.**

La « normalité parmi les états-nation » avait-elle été atteinte en 1989 quand la Bundeswehr comptait environ 500 000 hommes ? Est elle atteinte aujourd'hui avec toujours 180 000 dont 13 % de femmes ? Avec un budget de 50 milliard d'Euro par ans (1,35 % du PIB) et un surplus de 100 milliard pour 5 ans de mise en état qui viennent d'être décidés ?

### **Le « complex militaro-industriel »**

Parallèlement à l'armement, l'industrie, une production d'armes et du matériel militaire resurgit, qui en 2020 tient la 4ième place de la liste d'exportateurs d'armes au monde. Que dit la loi de la RFA ?

**Article 26 (22) GG : La production, le transport et le commerce d'armes destinées à mener la guerre doivent être autorisés par le gouvernement fédéral. Une loi déterminera les modalités.** Cette « Loi de contrôle des armes de Guerre » laisse une certaine liberté de décision au gouvernement, dont le Ministère de l'économie gère les autorisations. Le contrat de la coalition «rouge-vert» de 1998 contient la phrase : **Le traitement de l'exportation nationale allemande d'armement au dehors de l'UE et de l'OTAN sera principalement restrictif. Le statut des droits humains dans les pays de destination est rajouté au critères.** Les « Principes politiques du gouvernement fédéral pour l'exportation d'armes de guerre et autres marchandises d'armement » version du 26 juin 2019 (imprimé 10/41 du Bundestag, annexe 1) contiennent (Tiers

pays, (7) : **La livraison d'armes de guerre et de marchandise d'armement proche de celles de guerre n'est pas autorisée pour - des pays qui sont engagés dans des conflits armés ou sont dans une situation où un tel menace, - des pays où des conflits armés risquent d'avoir lieu ou là où l'exportation pourrait déclencher , maintenir ou aigiser des tensions et des conflits. Excepté dans un cas couvert par Article 51 de la charte des EU ; autodéfense d'un état membre jusqu'à le Conseil de Sécurité aura pris des mesures pour rétablir la paix.**

En décembre 2008 le Conseil de l'Union Européenne a décrété des règles de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune PESC en matière de livraison d'armement. **Le Conseil « vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 15, considérant ce qui suit: 1) Les États membres entendent s'appuyer sur les critères communs adoptés lors des Conseils européens de Luxembourg et de Lisbonne, en 1991 et en 1992, ainsi que sur le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements adopté par le Conseil en 1998. 2) Les États membres reconnaissent la responsabilité particulière qui incombe aux États exportateurs de technologie et d'équipements militaires. 3) Les États membres sont déterminés à instaurer des normes communes élevées qui seront considérées comme le minimum en matière de gestion et de modération dans le domaine des transferts de technologie et d'équipements militaires par tous les États membres et à renforcer l'échange d'informations pertinentes dans ce domaine en vue d'assurer une plus grande transparence. 4) Les États membres sont déterminés à empêcher les exportations de technologie et d'équipements militaires qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale, ou contribuer à l'instabilité régionale. ... 13) Le souhait des États membres de conserver une industrie de défense dans le cadre de leur base industrielle ainsi que de leur politique de défense est reconnu. »**

**Les critères :**

...

**«Troisième critère: situation intérieure dans le pays de destination finale (existence de tensions ou de conflits armés). Les États membres refusent l'autorisation d'exportation de technologie ou d'équipements militaires susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale. »**

...

**«Septième critère :Lors de l'évaluation de l'incidence de la technologie ou des équipements militaires dont l'exportation est envisagée sur le pays destinataire et du risque de voir cette technologie ou ces équipements détournés vers un utilisateur final non souhaité ou en vue d'une utilisation finale non souhaitée, il est tenu compte des éléments suivants: a) les intérêts légitimes du pays destinataire en matière de défense et de sécurité nationale, y compris sa participation éventuelle à des opérations de maintien de la paix des Nations unies ou d'autres organisations;**

Il paraît que le général Eisenhower, dans sa seconde période de présidence des E.U. a mis en garde contre ce qu'il a appelé le « Complex militaro-industriel » et son influence politique.

\* \* \*

### **Pacifistes**

Si les étapes vers la « normalité » de la RFA saluées des chevaliers des croisades de la guerre froide ne m'avait pas assez agacé, exaspéré et en ma petite personne révolté, je pourrais m'arrêter là. La normalité ne m'intéresse pas trop. Mon intérêt plutôt d'observateur, occasionnellement actif, est allé vers les manifestations anti-armement, les divers mouvements

pacifistes, dès les non-violents absolus à ceux qui justifient la défense armée, tous assez décriés. Aussi vers l'institutionnalisation ambivalente de la recherche de conflits et de la paix, vers le progrès en théorie et pratiques de la Défense sociale... Ma naissance en 1935 fait que j'appartiens aux classes d'âge de 1930 à 1937 exemptes de la conscription.

Le régime hitlérien avait réprimé durement toute dissidence du culte fasciste de la violence, indépendamment de la motivation. Il réprimait les dissidents « pacifistes » comme tous et toutes ses adversaires. Des 8000 hommes qui ont refusé le service militaire réintroduit en 1935, 6000 étaient des témoins de Jéhovah, dont 1200 sont morts, exécutés, assassinés, maltraités. Sous la menace de poursuites, les mennonites ont déclaré l'abandon de leur devoir de non-défense en 1938.

Les pacifistes religieux ne sont qu'une minoritaire à côté d'autres aux motivations éthiques et surtout politiques. Des nouvelles organisations internationales contre la guerre dataient du lendemain de la Grande guerre et reprirent leurs activités en RFA en 1945.

Ainsi l'« Internationale des résistant(e)s à la guerre » (IRG, en anglais WRI « War Resisters International » cofondé par Helene Stöcker (1869-1943, philosophe, activiste et publiciste pour la protection sociale des mères. La confédération (Bund) qu'elle dirigeait fut interdit en 1933. Elle devait s'enfuir au E.U. où elle est morte en grande pauvreté). L'IRG reste l'organisation principale de lutte pour le droit à l'objection de conscience. Elle a joué son rôle lors des consultations constitutionnelles d'abord de quelques Länder en suite de la loi fondamentale de la future Fédération. Actuellement je lis qu'en Belarus un service alternatif n'est possible que pour le motif religieux ; en Russie la constitution garantie le droit à l'objection, mais en pratique l'alternative, le service civil, est rarement obtenue et dure 18 mois au lieu des 12 du service militaire. En Ukraine un service militaire de 18 mois a été réintroduit en 2015. La constitution de 1996 donne le droit d'objecter exclusivement à des membres d'un nombre d'églises et sectes, l'église orthodoxe n'en fait pas partie. En Allemagne le service civil était finalement réduit à la même durée que le service militaire et l'examen de conscience était abolie. Pendant la dernière décennie avant le moratorium de 2011/12 il a été réclamé par 1,2 millions de jeunes, dont par 32 000 recrutés des forces armées. Également du lendemain de la guerre de 1914 date l'IFOR, la « International fellowship of Reconciliation », le « Mouvement international de la réconciliation – MIR », à l'origine chrétien, fondé par un quaker et un pasteur protestant et connu en France par l'action mémorable de secours aux juifs à Chambon sur Linon pendant l'occupation. Dès 1933 supprimé en Allemagne, le Mir grandissait en membres et sympathisants avec la menace du nazisme, avec les guerres en Éthiopie, en Espagne.

### **Protestations**

À la fin des années 40, selon les sondages, 70 % des allemands étaient contre le réarmement. L'initiative d'un referendum sur la question en octobre 1950 fut interdite. En avril 1951 presque 6 millions hommes et femmes signaient un appel contre le réarmement. En janvier 1955 une dernière manifestation contre les Traités de Paris à l'Église de Paul à Francfort, lieu historique du parlementarisme allemand, réunit environ 1000 participants. Un manifesto contre l'intégration des deux Allemagnes dans les alliances opposées déclencha une dernière vague, nettement moins forte, de protestations. Le nombre d'opposés au réarmement était tombé à 20 % de la population.

### **Le combat contre « la mort par l'atome »**

Quelques jours avant sa mort, Einstein avait signé ce qui sera le « Manifeste Einstein-Russel » publié en juillet 1955 et signé par 9 autres scientifiques connus, qui devient la charte du mouvement Pugwash, des conférences sur les sciences et la politique mondiale dès 1957: « Il est indispensable de résoudre pacifiquement les conflits internationaux ... Pensez à votre propre humanité et oubliez le rest... »

En décembre 1956 le gouvernement Adenauer intentait équiper l'armée à peine constituée avec des armes nucléaires tactiques, d'après le chancelier « rien de plus qu'une artillerie plus efficace ». L'OTAN souhaitait stationner de telles armes (aussi parce que moins chères pour la même force destructrice). Il fallait devancer les plans d'Anthony Eden pour un désengagement militaire et d'Adam Rapacki pour une Europe sans armes nucléaires. 18 chercheurs renommés du nucléaire mettaient le public allemand en garde. Au Bundestag deux ex-Ministres s'opposèrent de toutes forces à la majorité. Le 10 mars 1958 un grand nombre d'organisations et personnalités de la société civile lancèrent un appel : « **Le sens de la vie humaine ne peut pas être son annihilation. Nous affirmons le mot de la fin de notre appel : nous n'arrêterons pas notre lutte tandis que la mort par l'atome menace notre peuple.** » Partout en RFA environs 1,5 million de citoyens en total manifestaient dans les rues. Le 25 le Bundestag, avec la majorité des deux partis chrétiens, votait le stationnement. Le ministre de la défense signa un accord permettant la production d'armes nucléaires.

L'armement nucléaire animait des protestations également en Angleterre. À pâque 1958 quelque milliers de personnes marchaient pendant quatre jours de Londres au laboratoire nucléaire d'Aldermaston. En suivait le début des marches de pâques en d'autres pays, en particulier en Allemagne où ils sont devenues une manifestation annuelle des mouvements de la paix. Le SPD ayant changé de cours pour une politique « opportuniste » avait exclu l'Union des étudiants socialistes. Ses membres, ceux de l'IRG et les marcheuses et marcheurs de pâques se disaient l'« Opposition extraparlamentaire » et furent en 1961 le noyau des futurs Verts. Le nombre de participants à la « Campagne pour le désarmement et la démocratie » montait à 300 000 en 1968. Le climat politique avait changé, on ne diffamait et n'entravait plus les activités comme « initiatives communistes » et des nouvelles formes de protestation apparaissaient, des sit-ins, des veillées de mobilisation, des actions humoristiques.

### **Chez le "grand frère"**

Aux États Unis l'hystérie anti-communiste, la "Red Scare", "Peur du rouge". n'avait non seulement repoussé d'une décennie le mouvement des droits civiques qui avait été largement porté par les syndicats de gauche, elle avait aussi tué pratiquement toutes initiatives pour la paix. L'intervention en Korée n'a vu pratiquement pas de protestations. En 1954 juste après Dien Bien Phu et le retrait des français d'Indochine, les Quakers ont acheté une page entière du NY Times, une protestation contre une éventuelle intervention des États Unis contre le Vietminh et en 1960 un millier des leurs a encerclé le Pentagon dans une veillé de protestation de deux jours. En 1963 il y a eu des manifestations en England et en Australie et l'IRG organisa une première manifestation aux E.U. contre la guerre au Vietnam. 1964/65 commençaient les protestations massives un peu partout dans le monde, en 1967 Martin Luther King dans son célèbre discours à NY s'accusait de ne pas avoir lié la protestation contre la guerre américaine au combat pour les droits civiques. Un ans plus tard il fut assassiné. Le mouvement contre la guerre culminait en 1969 avec une foule de 300 000 participants à Washington qui chantait "Give Peace a Chance" (John Lennon) introduit par Pete Seeger.

En 1957 un groupe de personnalités des E. U. avaient lancé SANE, le "Comité pour une politique nucléaire saine", contre les tests de bombes et la pollution radioactive dans le monde entier. En 1960 les E.U., la Grande Bretagne et l'URSS arrêtaient les tests et les négociations menaient à leur condamnation en 1963. SANE était rapidement devenu le plus important mouvement pour la paix. En 1965 il co-organisa avec les SDS (Etudiants pour une société démocratique) la première grande manifestation contre l'intervention au Vietnam, Avant de s'effacer devant la montée de milliers de groupes de "mobis" qui ensemble formaient le grand mouvement national contre la guerre au Vietnam.



## Panacée ou boîte de Pandore ?

En 1955 à Genève Dag Hammersköld, le secrétaire général de l'ONU avait initié une conférence de 1200 Participants, des scientifiques et techniciens du secteur nucléaire de 72 pays. Cette conférence stimula l'enthousiasme de l'exploit civil de l'énergie nucléaire et fut considérée un grand succès non attendu de coopération internationale. Bien que la coopération ait trouvé ses limites par anti-communisme : H. J. Muller, généticien américain, qui alertait du danger des radiations suite aux essais atmosphériques de bombes, suite aussi aux accidents (Windscale, Tchelyabinsk 1957) avait été une cible du McCarthyisme et ne fut pas admis.

La mise en service de réacteurs de centrales électriques ne débuta - à part de deux tout petits à Chikago et à Obninsk - qu'avec les années 1970. En même temps les protestations contre cette technologie commençaient. « Friends of the Earth » fondé en 1969 manifesta avec succès contre le plan d'une centrale à Bodega Bay en Californie, En France, au contraire, les manifestations impressionnantes contre la construction à Fessenheim en Alsace en 1971 et davantage celle contre la centrale à Bugey sur Rhône restaient sans suite.

Stimulé par les manifestations françaises un mouvement de protestation (« Atomkraft -Nein danke ! », «Centrales nucléaires - non Merci!») débuta en RFA en 1971. Il semble qu'une structure fédérale plutôt qu'un état centralisé favorise la naissance de mouvements de citoyens qui se renforcent l'un l'autre, attirent l'attention des médias, des parlements et des institutions et forment une élite relativement ouverte. La protestation contre la Centrale de Wyhl près de Fribourg reçut le support de l'opposition à Fessenheim de l'autre côté du Rhin. (Comme l'occupation en 1974 d'un terrain à Marckholzheim, l'emplacement prévu pour une usine chimique du plomb). En 1975 à Wyhl les Manifestations, l'occupation de la «Zone à défendre» (ZAD) duraient des mois. Des événements culturels, le support des vignerons et paysans animaient des sympathies et des actions dans toute la république.

En France la crise du pétrole de 1973/74 accélérât un vaste programme de construction de centrales, dont la réalisation ne sera terminée qu'en 1990. En RFA de 1975-78 le gouvernement lança un programme visant une meilleure réception, un «dialogue citoyen » : « Energie nucléaire» Aux yeux des manifestants un dialogue pas vraiment libre et ouvert. Les protestations avaient été largement paisibles et furent portées également par des citoyennes et citoyens conservateurs, non seulement par la gauche. En 1977 à Gronde en Basse Saxe la manifestation de 15 000 jeunes, majoritairement de gauche, fut la plus violente vue en RDA. 4000 hommes et femmes de la police n'avaient pas pu empêcher les manifestants d'entrer au terrain. La même année une manifestation de 50 000 personnes contre le surgénérateur en construction à Kalkar sur le Rhin non loin de la Hollande fut encadrée par le plus grand déploiement de forces de police et d'unités de la protection des frontières jamais vues. (La construction fut terminée en 1985 mais le réacteur n'a jamais été mis en fonction. En 1991 commença le démantèlement et la transformation en parc d'amusement de cette ruine qui avait coûté l'équivalent de 3500 millions d'Euro. ) L'automne 1977 était marqué par le terrorisme de la «deuxième génération» de la Fraction Armée Rouge (RAF) et les suicides des détenues de la RAF à la prison de Stammheim. Les réactions politiques au parlement et du gouvernement Helmut Schmidt créaient un climat «d'état d'urgence non déclaré» d'où résulta un changement du code de la procédure pénale concernant l'interdiction de contact en prison avec les avocats de la défense.

Depuis 1976 il y avait eu des manifestations contre la construction de la centrale à Brockdorf sur l'Elbe au nord-ouest d'Hambourg elle culmina le 28 février 1981 avec un rassemblement de 100 000 personnes malgré l'interdiction de l'administration du canton. 10 000 policiers n'arrivaient pas à tenir la foule à distance. Plus tard la Cour suprême déclarera l'interdiction non conforme à la constitution La centrale entra en fonction en 1986 la première après l'accident de Tchernobyl et produisait - «une prouesse technologique» - jusqu'en 2020. Le démantèlement est prévu à partir de 2023 pour une durée de 15 ans.

L'accident à la centrale de Three Mile Island aux EU en 1979 tomba au moment des manifestations contre une usine de retraitement et un dépôt définitif de déchets radioactives à Gorleben. 100 000 hommes et femmes manifestaient. Le chef du gouvernement de Basse Saxe déclara le projet «économiquement viable mais politiquement non réalisable». Néanmoins la construction continuait et les manifestations aussi, occupations du terrain, conflits avec la police. (Les années 1990 verront les tentatives de bloquer les transport de déchets revenant de La Hague et de Sellafield).

En 1980 le nouveau parti des «Verts» joignit l'opposition contre la politique nucléaire à la protestation contre le stationnement d'armes nucléaires et visa le plan parlementaire. Au élections de 1983 il entra au Bundestag avec 5,6 % des votes, légèrement plus que les votes des libéraux. Deux ans plus tard les verts réussirent au élections en Hesse avec 7,1% des votes et entrèrent au gouvernement en coalition avec les social-démocrates, Joschka Fischer devient ministre de l'environnement.

### **Détente par reconnaissance des vues et perceptions de « l'autre »**

En RFA une nouvelle politique envers l'Est se freinait son chemin dans quelques têtes et pas les moindres. Aux plus tard en 1963, au lendemain de la crise de Cuba, deux ans après la division de la ville par le mur, le maire de Berlin-Ouest, Willy Brandt, et son collaborateur Egon Bahr poursuivaient l'idée de négociations, qui menait, une fois le pari du SPD à Godesberg réussi et Brandt devenu d'abord ministre des affaires étrangères en 1966 et en suite chancelier en 1969, à la "Ostpolitique" d'une détente par rapprochement. Après 20 ans d'existence de la RFA cette initiative pour la paix, assez décriée actuellement, commença avec la signature à Moscou du traité de non-prolifération d'armes nucléaires fin novembre 1969 suivie de celle du premier des "traités avec l'Est " en août 1970 qui visaient la normalisation diplomatique entre les deux états allemands et de la RFA avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. Une trêve dans la guerre froide se désignait, D'autant plus que les traités « SALT » Limitation des armes stratégiques et ABM limitation des systèmes anti-missiles balistiques entre Moscou et Washington en 1972 en conséquence du traité onusien sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968 et le retrait des américains du Vietnam allaient dans ce sens. Également en 1972, à Helsinki, commença la réunion de préparation de la première Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de 1973 à 1975 « Helsinki ». La CSCE se doit largement aux efforts et premiers réussites des initiateurs de la « Ostpolitik » de convaincre les partenaires de l'OTAN qu'il fallait partir d'une reconnaissance des vues de « l'autre », de ses désirs et soucis de sa sécurité pour pouvoir en négocier. Avec l'acte final fut signé en août 1975 par les chefs de 35 états, de tous les 33 de l'Europe en est et ouest, sauf l'Albanie et l'Andorre, plus les E.U. et le Canada. Les signataires s'engageaient dans un processus. Ils s'obligèrent, chacun pour soi, d'agir pour améliorer la sécurité en Europe, la garantie des frontières, l'échange d'information sur les manœuvres militaires, des mesures de confiance et de désarmement. Ils s'engageaient pour la coopération en économie, en science et en technologie en protection de l'environnement. Ce sont les points des « corbeilles » 1 et 2 de l'acte. Ils intéressaient surtout les états du Pacte de Varsovie, tandis que la 3ième et dernière contenait pour ces états la couleuvre à avaler : « la coopération dans les domaines humanitaires et autres », regardant le respect des droits humains, des droits de l'individu. Contre la reconnaissance des frontières, l'assurance de l'Ouest de ne jamais intervenir dans les états de l'Est, et aussi la facilitation des échanges commerciales l'Ouest obtient implicitement le moyen de déclencher une dynamique qui ultérieurement mena la détente au bout, i.e. à la fin du conflit est-ouest en 1989. Plus ou moins inattendu, « Helsinki » encourageait la dissidence, des mouvements de droits civiques en Tchécoslovaquie (Charta 77), en Pologne (précurseurs du Syndicat Solidarnosc 1980), RDA (Mouvement indépendant pour la paix « De l'épée à la charrue » 1980).

### **Reprise des tensions**

À peine l'acte final de la CSCE signé, le climat est-ouest commença à refroidir. La facilitation des échanges économiques, matières brutes contre produits technologiques échouait, elle entraînait un manque de devises à l'est et l'Ouest maintenait l'embargo d'exportation de produits « high-tech ». Aussi, la coulure de la Corbeille 3 commença à faire du mal au ventre. Vers la fin des années 1970 il ne restait plus rien des avantages espérés par l'est si non quand même un gain net de confiance durable Est-Ouest en Europe qui signifiait la fin de la pensée binaire de la guerre froide. L'Ouest pouvait saluer l'effet subversif déclenché par la « Coopération humanitaire » prévue par la Corbeille 3 rapidement négligée par les gouvernements à l'Est mais gardée en tête par des groupes de citoyens et citoyennes.

Un traité Salt II supplémentaire à Salt I, limitant le nombre de missiles balistiques et de bombardiers nucléaires, fut signé en juin 1979 à Vienne par Jimmy Carter et Léonid Brezhnev. Carter n'arrivait pas à le faire accepter par le Sénat. Il paraît que, du coup, Moscou a attendu 6 mois avant d'abandonner et intervenir en Afghanistan en décembre. Muhammad Taraki qui avait en vain cherché l'aide militaire soviétique plus tôt avait été assassiné le 8. octobre et Hafizulla Amin, le président, risqua de se tourner vers les américains.

Les soviétiques avaient modernisé leur arsenal nucléaire par des missiles nouvelles de portée intermédiaire, les SS20. Avec 5000 km de portée il furent considérés une menace pour l'Europe. En 1979 L'OTAN émit, avec l'appui, quelle que fût sa raison, du chancelier Helmut Schmidt, une nouveauté diplomatique absolue, la « Double décision » en. L'Alliance décida de stationner des missiles Pershing II, une arme des « forces nucléaires intermédiaires » en cinq pays européens « non nucléaires » et proposa aux soviétiques des négociations limitées en durée `à 3 ans: "Vous ne voulez pas que nous le foyons? Alors on va d'abord `en discuter? Une nouvelle façon de faire à la suite d'Helsinki? Les négociations commencèrent en 1981 quand la jeune administration Reagan venait de déclencher une nouvelle course à l'armement. Le nombre d'armes nucléaires était nettement supérieur du côté américain. Pour les soviétiques toujours aspirant à l'équilibre, les forces de dissuasion françaises et britanniques devaient également être comptées. Ce que les américains refusaient. De toute façon les négociations étaient vouées à l'échec suite au "roll back" de la politique des E.U..

### **Persévérance dans le combat contre la guerre?**

La reprise de la course Est-Ouest à l'armement des administrations Reagan et Brezhnev sollicita des manifestations de 10 millions de participants en total, aux E.U. et en Europe. Spécifiquement la Double décision de l'OTAN causa une mobilisation énorme en Allemagne. Majoritairement en RFA mais aussi en RDA des groupes "post Helsinki" "De l'épée à la charrue" . Contrairement aux États Unies, les manifestants allemands contre l'énergie nucléaire des années 1970 avaient rarement fait le lien entre leur combat écologique et celui contre l'armement. Une énorme mobilisation en RFA, 700000 rien qu'aux marches de pâques de 1983 :700000 rien qu'aux marches de pâques de 1983 : contre le « réarmement » (die Nachrüstung) grâce au plus petit dénominateur commun des mouvements politiques et sociaux depuis la guerre : les mouvements pour la paix, l'opposition extra-parlementaire, le mouvement des étudiants, le mouvement contre l'énergie nucléaire, les Verts. Le 10 juin 1981 à Bonn 250 000 personnes avaient manifesté pour la paix. À l'occasion de la visite de Ronald Reagan à la capitale de la RFA en juin 1982 400 000 lui demandaient de retirer la « Double décision ». Pendant 3 jours en Septembre 1983 une blockade de la base américaine de Mutlangen au Wurttemberg fut très médiatisée à cause de la participation d'une douzaine de personnalités, plus ou moins « de gauche », entre autres Günther Grass, Heinrich Böll, Petra Kelly, Dorothee Sölle, Robert Jungk, Oskar Lafontaine. Parmi les environs 1000 participants prêts à s'asseoir sur la route menant à la base. Le 22 octobre 1983 la capitale sur le Rhin voyait 300 000 manifestants. Au même moment une centaine de milliers formait une chaîne humaine entre plusieurs bases américaines aux Wurttemberg. Le 22 novembre le Bundestag approuva néanmoins

le stationnement avec les votes de la droite et des libéraux contre celles du SPD et des Verts. Les manifestations ne s'arrêtaient pas du jour au lendemain. Quand en mai 1985 à Bitburg Reagan et Kohl s'inclinaient devant des tombaux de soldats de la Waffen-SS des manifestants pour la paix protestaient. La dernière grande manifestation le 11 octobre 1986 à la base de Hasselbach en Rhénanie-Palatinat comptait toujours 200000 participants.

En février 1933, Hitler était au pouvoir depuis 10 jours, la prestigieuse Union d'Oxford d'étudiants votait une résolution "jamais nous irons en guerre pour le roi et la patrie". 50 ans après cet événement que Churchill tiendra pour "éternellement honteux", En 1983, l'année dite "critique pour l'OTAN, l'Union vota de nouveau et maintenant devant les caméras de la télévision. Plus que 2/3 des quelques 700 jeunes se disaient prêts à combattre. Ce que le reste commenta amèrement ou avec sarcasme. Simultanément, Radio One, une station populaire de rock, demanda à son public à voter le même sujet. 58% des 10000 réponses exprimaient le refus de combattre pour la reine et la patrie. Le Washington Post parlait de "rafales de vent pacifiste en Europe, une fois de plus". La "double décision" fut un événement qui polarisait. Les jeunes Britanniques pourraient aussi avoir eu en tête la guerre des Malouines/Falklands de l'année antérieure ?

### **« L'heure » de Gorbatchev**

Depuis novembre 1982 Léonid Brezhnev était décédé. En 1985 Michail Gorbatchev arriva au pouvoir. La « Perestroïka » débutait et avec elle un changement du climat Est-Ouest. Un premier temps l'administration Reagan s'opposa aux propositions soviétiques de désarmement et poursuivit son « Initiative pour une défense stratégique », le projet SDI, la « guerre des étoiles ». Mais finalement, le 8 décembre 1987, Reagan et Gorbatchev signèrent la destruction de tous les missiles de moyenne portée, notamment les Pershing stationnés en 1983.

La "doctrine Brezhnev" avait déclaré la souveraineté des états du pacte de Varsovie limitée par l'intérêt commun défendu par l'URSS. Les interventions en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 apparaissaient ainsi justifiées. Gorbatchev rendit la pleine souveraineté aux états du pacte. Pendant qu'il entreprit des premiers pas vers une démocratisation de l'Union suivant son programme de Glasnost, la Perestroïka s'avérait de plus en plus un échec. Une nouvelle constitution entra en vigueur en décembre 1988 et en mars 1989 une nouvelle Assemblée législative, le "Congrès des députés du peuple de l'Union", fut élue, 2/3 des membres sortaient d'une élection universelle, libre et secrète des candidats de plusieurs partis au choix. Le résultat fut un échec pour Gorbatchev et son parti. Les électeurs communistes d'un côté refusaient les réformes et prônaient un retour à l'Union antérieure, de l'autre côté les "réformateurs" trouvaient que Gorbatchev n'allait pas assez loin en direction d'une économie libérale,

La fuite massive de citoyens de la RDA en été 1989 et la chute du mur de Berlin le 9 novembre de la même année forçaient les deux états allemands à négocier. Le 10 février 1990 Gorbatchev déclara sa bienveillance: les deux devaient eux-mêmes savoir quel chemin à suivre. En RDA il y avait ceux qui ne désiraient qu'une autre chose que quitter le pays. Mais il y en avait aussi qui préféraient rester et qui espéraient de pouvoir réaliser l'état socialiste démocratique et antifasciste dont l'idée les gouvernements de la RDA avaient trahi. Les groupes de combattants pour les droits civiques, pour une réforme à fond, furent amèrement déçus des résultats de l'élection à la législative, la dernière de la RDA le 19 mars 1990. Leur union, le "Bündnis 90", ne gagna que 2,9%, "L'Alliance pour l'Allemagne", parti de centre-droite qui avait eu le support massif du parti du chancelier Kohl et optait pour une « réunification » de l'Allemagne, avait raté de peu la majorité absolue, suivit du SPD-est avec 22% et l'ex-parti unique de la RDA, le PDS, avec 16%.

La rapidité du processus vers l'unification et une position relativement faible vu la situation économique de leur pays, laissa aucune chance aux représentants de la RDA. Un rouleau compresseur s'était mis en route. L'idée de deux états allemands démilitarisés et neutres, celle d'une nouvelle tentative à l'est de réaliser un état inspiré par un esprit de socialisme démocratique

des citoyens et ne plus infligé d'en haut. Tout fut mis à plat. Même l'attente d'une constituante, le vote universel de tous les allemands d'une constitution à remplacer la loi fondamentale de la RFA (jadis déclarée provisoire) et la constitution de la RDA fut illusoire. Les négociations se faisaient entre "2 + 4" entre les deux Allemagnes et les quatre Alliés principaux. La France de Mitterrand hésitait de vouloir une "grande Allemagne", de même la Grande Bretagne de Thatcher. L'administration de George Bush le père insista sur une seule Allemagne membre de l'OTAN. L'accord de Gorbatchev fut atteint en juillet avec des livraisons de blé et des crédits accordés à une Russie en situation atrocement désolée et surtout avec l'assurance que l'OTAN ne s'étendra jamais à l'Est. Les négociations aboutirent en septembre 1990. Un traité fut signé à Moscou. Même pas un mois plus tard l'Unification des deux Allemagnes, ou, plus précisément, une sorte d' "L'Anschluss", l'intégration de la RDA en RFA, était réalisé. Depuis, nombre d'allemands vénèrent Gorbatchev, tandis que depuis l'époque il reste mal vu de la majorité des russes.

L'armée de la RDA fut dissolue en 1990, armement et installations furent transférés à la Bundeswehr ou vendus e.a. à la Turquie. Moins que 10% des officiers passèrent à l'armée de l'ancien ennemi, non sans se trouver rétrogradés. « L'armée nationale du peuple » n'avait participé à aucune guerre. L'effectif se levait à 170 000 soldats qui avaient été mis en alerte une dernière fois en été 1989 quand la Bundeswehr comptait 500000 soldats dans l'alliance de l'OTAN. Il ne manquait que la décision de la Cour Constitutionnelle du 12 juillet 1994 qui donna feu vert aux opérations "out of area" de l'OTAN. En fin une Allemagne parfaitement normale parmi les nations européennes ? Un intellectuel allemand, trois ans plus âgé que moi et décédé l'année passée, écrivain, journaliste, essayiste et critique de l'art, rédacteur en chef d'un grand quotidien conservateur. Ambassadeur à Londres au moment de la guerre contre l'Argentine aux Malouines, écrivait en 1982

### **Après la « Révolution pacifique allemande »**

L'apparente fin du conflit Est-Ouest non seulement ne fut pas suivie par l'arrêt d'autres conflits et guerres. Bien au contraire, elle fut obtenue en en créant. De toute façon, dans le monde les zones de conflit ne manquaient pas. Fin décembre 1979 l'administration américaine avait créé sa liste des états soutenant le terrorisme : la Libye, l'Irak (l'ex- « ami » contre l'Iran), le Yémen du Sud, la Syrie. L'OTAN aurait pu avoir un problème de justifier son existence, mais dès 1949 les administrations des E.U. n'avaient jamais vu le terrain d'opération de l'Alliance géographiquement limité par sa tâche de défendre les pays membres. Donc la discussion autour d'éventuelles opérations « out of area » fut étouffée. Après tout les membres ont tous des intérêts d'avoir la paix quelque part dans le monde et l'OTAN leur aide militairement également loin de leurs territoires.

En 1991, en Allemagne unifié des centaines de milliers d'habitants manifestaient contre la guerre du Golfe. Pacifiquement et parfois par des actions spectaculaires : « Pas de sang pour du pétrole », une trace de sang de porc à travers Berlin, liant les ambassades des E.U. à celle de l'Irak. Empêchés par la législation, l'État ne participa pas militairement à la guerre. Les allemands mettaient-ils en cause le rêve de George H. W. Bush du « Nouvel ordre du monde » en empêchant l'OTAN d'intervenir en tant qu'Alliance ? Ils ont entendu dire qu'ils essayaient de nouveau prendre un chemin historique à part. La décision de la Cour Constitutionnelle de 1994 rassurera l'OTAN et l'intervention en Bosnie en 1995, approuvée par l'ONU, mit les militaires allemandes à l'épreuve.

Si l'OTAN aux yeux des citoyens avait perdu sa légitimité celle de la dissuasion et du maintien de l'équilibre nucléaire, non pas la guerre active, l'intervention en Bosnie lui rendit sa justification, 14 Tornados de la Bundeswehr participaient aux bombardements. Plus de grands manifestations, plus d'actions spectaculaires. 4000 soldats partaient pour la Force de protection de l'ONU. Que s'était-il passé ? Au moment de la guerre du Golfe une sorte de consensus silencieux à gauche avait été rompu, des intellectuels, hommes et femmes connus pour leur prise de partie

antérieure à côté des « pacifistes » s'étaient prononcé en public plus ou moins directement, acclamés par la droite, contre « la retenue des allemands » (si deux expriment la même opinion sur un sujet, ont-ils forcément la même sur d'autres?) . La discussion faisait des vagues. Il était question d'une « conscience de coupables utilisée comme excuse », et également de « l'honnêteté intellectuelle d'admettre l'incontournable de la violence armée » et face au conflit « la terreur malsaine consolatrice ». Même pas cinq ans plus tard, le camp des « pacifistes » semble considérablement réduit. Walter Grode, un véritable « homme à part », chercheur et publiciste, auteur d'études sur la politique d'extermination, sur la psychiatrie, sur la simultanéité de modernité et anti-modernisme sous le nazisme, écrivait en 2001 dans son essai « La guerre en Bosnie, l'OTAN et le mouvement de la paix : « Suite à la chute du communisme et l'auto-dissolution du pacte de Varsovie, l'économie occidentale envahit l'Est sans vergogne et fut salué avec euphorie en tant que libératrice. »

Lors d'un colloque au Woodrow Wilson Center à Washington en 2013, Arthur Hartman (1926-2015), diplomate américain, ambassadeur à Paris de 1977 à 1981 et à Moscou de 1981 à 1987 intervenait sur la CSCE de 1972 à 1975 où il avait été présent et acteur. Titre du Colloque : « Helsinki 1975 et la transformation de l'Europe » Hartman demanda pourquoi au moment du collapse de l'URSS on avait pas donné plus de réflexion à une nouvelle structure de sécurité, au sort de l'OTAN. Quand les dirigeants oeuvrent pour un changement, la question est toujours de changer non-violamment ou moins pacifiquement. A Helsinki, et il sait de quoi il parle, on s'était mis d'accord, non sans hésitation de quelques participants, d'opter pour la stricte non-violence. C'est à dire garder la porte ouverte pour le dialogue. Que Gorbatchev ne s'opposera pas au départ de la RDA était devenu possible. Ce qu'il obtint en contrepartie, confirme Hartmann, fut l'assurance que l'OTAN n'irait jamais vers l'est. Hartman regretta l'absence de réflexion à une sorte de Helsinki II et à la future sécurité en Europe après 1989. « Depuis ma retraite j'ai lu beaucoup » disait-il. Ayant appris beaucoup sur l'état-nation le long du 19ième siècle et le sort des minorités ethniques et autres dans les états-nation naissantes, c'est devenu la question qui le préoccupe. On aurait du réfléchir, comme on l'avait fait au sujet des libertés réclamés par Helsinki, corbeille 3, à des solutions non-violentes du problème des minorités dans l'Etat-nation. Et comme à la suite d'Helsinki les frontières avaient cessé d'être toujours l'essentiel, la fin de la RDA en témoigne, on aurait du penser comment minorer pacifiquement l'importance des frontières ethniques, religieuses et autres à l'intérieur des pays. La question reste posée. Ne serait-il pas nécessaire à mettre la nation en cause au nom des Droits de l'homme ?

### **La perspective utopique**

Un développement bien plus intéressant que le changement idéologique d'anciens adeptes du pacifisme plus ou moins en bellicistes a sonné le glas aux grandes manifestations des allemands pour la paix. Il y avait un degré de frustration vu l'inefficacité et la reproche aux manifestants qu'ils ne cherchaient qu'une conscience tranquille dans nos pays où leurs réclamations leur « coûteraient rien ». Mais il y avait aussi un développement continu depuis longtemps, en théorie et en pratique de méthodes de résistance pacifique, de la défense sociale contre une invasion violente ou contre la « violence structurelle » de l'état. Les preuves de ses méthodes venaient entre autres des réussites des groupes oppositionnelles dans les pays de l'Est suite à Helsinki. Au développement de ces méthodes contribuaient les recherches institutionnalisées, bien que la nouvelle discipline académique d'Analyse des conflits et de recherches sur la paix comportasse dès son début l'ambivalence de servir aux pouvoirs à se défendre contre l'opposition. Johan Galtung, norvégien né en 1930, avait été le disciple et collaborateur du philosophe Arne Naes adepte de Gandhi, et de Paul Lazarsfeld et Robert Merton à l'université de Columbia/NY. En 1959 il fonda le PRIO, l'Institut de recherches sur la paix d'Oslo, d'abord dans le cadre de la faculté de sociologie, aujourd'hui indépendant restant associé à l'université. Galtung est resté un « nonviolent », loin d'être naïf. Il a publié des textes fondamentaux de sa discipline, il a enseigné un peu partout dans le

monde. Ses thèses et hypothèses de travail ont été amplement controversé, le personnage à été calomnié. On 2012 il a été attaqué pour antisémitisme. À mon avis vite faite justifiable parfois dans ses formulations dans le contexte de sa critique de nos sociétés et leurs tabous mais il me semble aux fond à tort. Sa réponse, un petit texte, se trouve sur le net. Où d'ailleurs, on trouve également des textes expliquant ses méthodes complexes, enseignées de celles de la sociologie, de l'anthropologie et de la psychanalyse, ainsi que des résultats de recherches.

D'autres Instituts dans d'autres pays, des groupes de chercheurs et des réseaux de chercheurs et activistes on suivit. En Suède le SIPRI, l'Institut suédois de recherches internationales sur la paix, fondé en 1966, publie chaque année un rapport sur les crises dans le monde. En Allemagne dans les années 1970 la recherche sur les conflits et la paix a trouvé une place permanente dans ou proche des universités à Hambourg, à Berlin, à Frankfort et ailleurs. Dans les années 1990, encore, un cousin et sa compagne, sociologues et politologues les deux, Christian Wellmann (1948 -2013) et Hanne Birckenbach ont créé un institut de recherches à Kiel. Ils avaient créé un petit periodique d'information plus ou moins lié à leur militantisme à l'IWR, l'Internationale des résistants à la guerre, en 1971. Dans les années 2000 ils travaillaient entre autres en Estonie et à Kaliningrad où ils (co-)organisaient des ateliers avec des scientifiques, des journalistes et des étudiants sur place à la recherche de solutions ou de modération des conflits de la région.

Pour finir j'ai envie de citer une étude de 2011, assez médiatisée, de la/le (genre neutre) politologue Erica Chenoweth à Harvard (né en 1980) avec sa collaboratrice Maria J. Stephane : « Pourquoi la résistance civile fonctionne. »(v. <https://www.ericachenoweth.com/research/wcrw>). Jeune politologue à Denver, Chenoweth, convint de l'efficacité de la révolte armée, avait mis sa conviction à l'épreuve scientifique. Surprise : de 1900 à 2006 les campagnes de résistance non-violente avaient été deux fois plus efficaces que les mouvements violents. « Ils ont eu des succès remarquables même dans des pays comme l'Iran, la Birmanie, les Philippines et sur les territoires palestiniennes » affirment les auteurs. L'étude comprend e.a. les mouvements de la décolonisation, ceux à la suite de 1989. Sur la base de leurs recherches les auteurs reconnaissent quelques conditions indispensables pour la réussite d'un mouvement non-violent, e.a. une stratégie à long terme et une « masse critique » de participants au départ en pourcentage de la population, un chiffre étonnement bas, de quelque pourcents. Alors, mettons nous au travail !

<https://www.jstor.org/stable/44937368> Roland Goetz, Stabile Stagnation... Osteuropa 66, 2016